

267
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6022 Ln

Service Central: *S^{rs} Financiers*

Région : _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Emprunt de la SNCF. —

*Droit de timbre et taxe de transmission
sur les obligations émises à la suite de
la conversion prévue par la loi du
2 décembre 1941 (J.O. du 5 déc. 1941)*

Références : *5467*

Observations :

Paris,

18 Avril 2

45, rue St-Lazare

S. J.

Monsieur BERNARD

Chef de la Division Centrale des Finances

Comme suite à notre récent entretien téléphonique, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le mode de calcul de la taxe de transmission, indiqué dans ma lettre du 9 Avril, se déduit du principe posé par l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 Mai 1922. En effet suivant cet arrêt, l'expression "titre", qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 Juin 1857, "ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre matériel" et ainsi "la taxe annuelle de transmission n'est pas exigible avant la création de ce titre". (Cf. Combes, Tr. des taxes dues par les Sociétés, n°157).

Toutefois, d'après les renseignements officiels recueillis, la Direction Générale de l'Enregistrement n'a pas, en matière d'obligations, publié jusqu'ici d'instruction, disposant qu'il convenait désormais de se conformer à la doctrine découlant de l'arrêt de cassation susvisé et que les règles antérieurement admises devaient, dès lors, être abandonnées.

Dans ces conditions, à moins qu'elle ne juge utile de saisir de la question la Direction Générale de l'Enregistrement, la S.N.C.F. peut s'en tenir, en l'espèce, à la méthode indiquée dans votre note du 31 Mars, en calculant la taxe de transmission sur le montant des titres au porteur effectivement en circulation à la fin du trimestre et pour le nombre de jours courus depuis la création du premier titre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Bureau

R
1
Monsieur BERNARD

la
Chef de Division Centrale des Finances

faute
M. BERNARD
16-11-32
Comme suite à notre récent entretien télépho-
que, j'ai l'honneur de vous faire connaître que
le mode de calcul de la taxe de transmission, indiqué
dans ma lettre du 9 avril, ^{se réduit} ~~est la conséquence même~~
du principe posé par l'arrêt de la Cour de Cassation
du 2 ^{Mars} ~~avril~~ 1932, ^{En effet} ~~suivant~~ ^{et ainsi} lequel l'expression "titre",
qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 juin 1857,
"ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre
matériel" et ^{aussi} ~~que~~ "la taxe annuelle de transmission
n'est pas exigible avant la création de ce titre". (Cf.
Combes, Tr. des taxes dues par les Sociétés, n°157.)

Toutefois, il ^{résulte} ~~résulte~~ ^{recueillis} de renseignements officiels
que la Direction Générale de l'Enregistrement n'a pas, ^{jusqu'à} ~~à~~
~~ce jour~~, en matière d'obligations, publié d'instruc-
tion disposant qu'il convenait désormais de se conformer
à la doctrine découlant de l'arrêt de cassation susvisé
et que les règles antérieurement admises devaient, dès
lors, être abandonnées.

Dans ces conditions, à moins qu'elle ne juge
utile de saisir de la question la Direction Générale
de l'Enregistrement, la S.N.C.F. peut s'en tenir, en
l'espèce, à la méthode indiquée dans votre note du
31 mars, en calculant la taxe de transmission sur le
montant des titres au porteur effectivement en circula-
tion à la fin du trimestre et pour le nombre de jours
cours depuis la création du premier titre.

17/4
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

4

Question - Answer

Orbit of the Moon

regls. moon's path & all the
time

Pauline & Ben

10th & 11th Avenue
New York City
New York City

S.J

6022 Lⁿ

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

Vous avez bien voulu me communiquer pour avis une note du 31 mars relative à l'impôt du timbre et à la taxe de transmission dus sur les obligations de la S.N.C.F., émises en vertu des opérations de conversion prévues par la loi du 2 décembre 1941.

Ainsi que le relève cette note, trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible desdites taxes.

Il faut :

- 1°- qu'il s'agisse d'une obligation négociable;
- 2°- que le titre ait été souscrit juridiquement;
- 3°- qu'il soit créé matériellement.

La première condition ne soulève aucune difficulté.

En ce qui concerne la deuxième condition, il convient d'observer que, suivant les articles 2 de la loi du 2 décembre 1941 et 3 du décret du 3 décembre 1941, les titres, qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu, sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement souscrites, en vertu même de la loi, par les détenteurs des titres à convertir qui ne les ont pas présentés

au remboursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus, ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils possèdent n'ont plus à proprement parler le caractère d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils représentent est un droit de souscription à l'emprunt nouveau.

Reste enfin la troisième condition.

Cette condition ne sera remplie qu'au fur et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-à-dire à la signature des obligations ou dès l'impression des titres si les signatures sont imprimées, comme le permettent les statuts de la S.N.C.F.

Il convient d'observer à cet égard que s'il a été admis que la délivrance de titres d'obligations au guichet rendait seule la taxe exigible, c'est lorsqu'il s'agissait de titres qui n'étaient pas encore souscrits, - ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans ces conditions, même si un abonnement est contracté pour la totalité des titres à émettre, il y aura lieu de tenir compte, pour la liquidation de l'impôt du timbre, uniquement des titres créés matériellement dès avant le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

De même, la taxe de transmission deviendra exigible sur les obligations qui seront créées au porteur au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre pour lequel les droits seront liquidés. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe sera calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

P

à Kozes
SB

SJ

N° 6022 Ln

Monsieur le Directeur des Services
Financiers,

Vous avez bien voulu me communiquer pour avis une note du 31 mars relative à l'impôt du timbre et à la taxe de transmission dus sur les obligations de la S.N.C.F. émises en vertu des opérations de conversion prévues par la loi du 2 décembre 1941.

Ainsi que le relève cette note, trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible desdites taxes.

Il faut:

- 1° qu'il s'agisse d'une obligation négociable;
- 2° que le titre ait été souscrit juridiquement;
- 3° qu'il soit créé matériellement.

La 1ère condition ne soulève aucune difficulté.

En ce qui concerne la 2ème condition, il convient d'observer que, suivant les articles 2 de la loi du 2 décembre 1941 et 3 du décret du 3 décembre 1941, les titres, qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu, sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la

2
S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement sous-
crites, en vertu même de la loi, par les détenteurs des
titres à convertir qui ne les ont pas présentés au rem-
boursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus,
ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils
possèdent n'ont plus à proprement parler le caractère
d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne
donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils
représentent est un droit de souscription à l'emprunt nou-
veau.

Reste enfin la 3ème condition.

Cette condition ne sera remplie qu'au fur
et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-
à-dire à la signature des obligations, ^{ou à l'impression} ~~et il en sera ainsi~~
^{ou à l'impression} même si les signatures sont imprimées, comme le permettent
les statuts ^{de la S.N.C.F.}

Il convient d'observer à cet égard que s'il
a été admis que la délivrance des titres d'obligations au
guichet rendait seule la taxe exigible, c'est lorsqu'il
s'agissait de titres qui n'étaient pas encore souscrits, — ce
qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans ces conditions, même si un abonnement
est contracté pour la totalité des titres à émettre, il y
aura lieu de tenir compte, ^{de l'impôt de} ~~de~~ pour la liquidation de la
^{fin} ~~taxe~~ uniquement de titres créés matériellement dès avant
le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les
titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée

au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

De même, la taxe de transmission deviendra exigible sur les obligations qui seront créées au porteur au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe sera calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Handwritten notes:
+ pour l'impôt
sur le revenu
des valeurs
mobilières

Le 8 Avril 1942

N O T E

Une loi du 2 Décembre 1941 a autorisé la S.N.C.F. à procéder à une opération d'émission en vue de la conversion d'emprunts contractés par les anciennes Compagnies.

Aux termes de l'article 2 de cette loi, "un délai d'opération dont la durée sera fixée par arrêté ministériel sera accordé aux porteurs des titres des emprunts visés à l'article 1er pour en demander le remboursement. Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement pendant ce délai seront convertis ... "

Suivant l'article 3 du décret du 3 Décembre 1941 "les propriétaires des titres des emprunts convertis qui désireraient en obtenir le remboursement devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres :

"1) du 8 au 20 Décembre 1941 inclus en France, en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

"2) ...

"Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement dans les délais ci-dessus fixés seront convertis d'office en obligations S.N.C.F. 4 % 1941."

La question est posée de savoir à quel moment les obligations de la S.N.C.F. ainsi émises deviendront passibles de la taxe d'abonnement au timbre et du droit de transmission.

I- Droit d'Abonnement au Timbre -

L'article 12 du Code des Valeurs Mobilières dispose notamment :

"Les titres d'obligations souscrites par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, sont assujettis au timbre proportionnel de 4 % du montant du titre ... "

Enfin, d'après l'article 15 : "Les départements, communes, établissements publics et compagnies peuvent s'affranchir des obligations imposées à l'article 12, en contractant avec l'Etat, un abonnement pour toute la durée des titres ... "

Il résulte de ces textes que, pour que le droit de timbre devienne exigible, il faut que les obligations soient "souscrites". Mais il est indispensable, en outre, que les titres soient matériellement créés.

Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 26 Mars 1886, précise, en effet, dans ses motifs "que d'après l'en-semble des dispositions de la loi, et du décret du 29 Juillet 1850, la taxe d'abonnement, comme le droit au comptant, n'est due qu'autant qu'il existe des titres sur la souche et le talon desquels le timbre puisse être apposé." Il en résulte que l'exigibilité de la taxe d'abonnement dépend de l'existence des titres.

La Cour de Cassation s'est formellement prononcée dans ce sens dans un arrêt du 24 Octobre 1933 rendu en matière d'actions mais dont les principes sont applicables aux obligations:

"Vu l'article 13 de la loi du 29 Décembre 1929;

"Attendu que ce texte, sans modifier les principes qui régissent le droit de timbre établi par la loi du 5 Juin 1850, fixe un taux nouveau du droit annuel d'abonnement prévu par l'article 22 de cette loi pour les titres émis par les Sociétés ou autres collectivités assujetties; qu'au sens de cette loi, les titres émis désignent des titres matériels constatant l'existence d'un droit; que l'impôt n'est pas exigible avant la création du titre et que l'existence antérieure du droit constatée ne saurait avoir pour effet de donner rétroactivement ouverture à la perception de la taxe annuelle pour une période déjà écoulée..."

L'Administration de l'Enregistrement a accepté cette doctrine.

Dans son instruction du 13 Janvier 1939 n° 4.396, relative à l'application du décret du 31 Décembre 1938 portant réduction de la taxe sur le revenu pendant 20 ans sur les intérêts des obligations émises après la promulgation du décret et avant le 1er Août 1939, on lit, en effet, ce qui suit ;

" Le taux de l'impôt applicable aux intérêts des emprunts visés par la nouvelle disposition est réduit de moitié quel que soit le tarif applicable (tarif normal ou tarif réduit).

" Mais la réduction n'est pas définitive; elle ne produira ses effets que pendant 20 ans, à partir de l'émission des obligations. Par application de la Jurisprudence de la Cour de Cassation (Cass. Civ. 24 Oct. 1933 - Instr. 4161, par. 1er) le terme "émission" employé dans un texte relatif à l'impôt du timbre, désigne la création matérielle des titres dont l'existence est nécessaire pour que l'impôt soit exigible; mais cette jurisprudence cesse de s'appliquer lorsqu'il s'agit de la perception

"d'un impôt comme la taxe sur le revenu, dont l'exigibilité n'est pas liée à l'existence d'un titre."

Il résulte de ces textes que trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible de la taxe d'abonnement au timbre :

1) Il faut d'abord qu'il s'agisse d'une obligation négociable;

2) Il faut ensuite que le titre ait été souscrit juridiquement;

3) Il faut enfin qu'il soit créé matériellement.

•
• •

Il suffit de faire application de ces principes au cas particulier pour déterminer dans quelles conditions la taxe d'abonnement au timbre deviendra exigible.

Tout d'abord, il est sans difficulté que les obligations envisagées dont la cession n'est pas soumise aux formalités de l'article 1690 du Code Civil et qui sont susceptibles d'être négociées en Bourse ont le caractère de titres négociables.

D'autre part, il résulte des articles 2 de la loi du 2 Décembre et 3 du décret du 3 Décembre 1941, que les titres qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement souscrites, en vertu de la loi, par les détenteurs des titres à convertir que ne les ont pas présentés au remboursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus, ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils possèdent n'ont plus à proprement le caractère d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils représentent est un droit de souscription à l'emprunt nouveau.

Reste, enfin, la troisième condition. Cette condition ne sera remplie qu'au fur et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-à-dire, de la signature des obligations.

C'est donc, au fur et à mesure de cette création matérielle que la taxe d'abonnement au timbre deviendra exigible, même si l'abonnement est contracté pour la totalité des titres à émettre.

Il en résulte que pour la liquidation de la taxe d'abonnement, il y aura lieu de tenir compte des titres créés matériellement dès avant le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

II - Taxe annuelle de Transmission -

Les mêmes principes que ceux exposés ci-dessus pour la taxe d'abonnement au timbre sont applicables à la taxe annuelle de transmission.

En effet, dans un arrêt du 2 Mai 1922, la Cour de Cassation a décidé que l'expression "titre" qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 Juin 1857 "ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre matériel" et que la "taxe annuelle de transmission n'est pas exigible avant la création de ce titre".

Sans doute, l'article 24 de la loi du 28 Décembre 1922 a-t-il soumis à l'impôt le droit incorporel de l'actionnaire ou du titulaire de la part de fondateur. Mais ce texte laisse les obligations hors de son application. Ces titres restent donc soumis à la règle générale et ne sont, par suite, avant leur création matérielle, assujettis ni au droit de transfert ni à la taxe de transmission.

La taxe de transmission deviendra donc exigible sur les obligations qui seront créées au porteur, au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe, ^{sera} calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle. (Combes n° 157).



Paris, le 31 Mars 1942

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

Subdivision des Titres
23, R. de Londres - IX.*Effet du 5 X 41*

NOTE

au sujet du règlement de l'impôt du timbre et de la taxe de transmission frappant les Obligations S.N.C.F. 4% 1941 émises en échange des titres des Réseaux convertis par application de la Loi du 2 Décembre 1941

g. Rous

La question se pose de savoir comment devront être déterminés l'impôt du timbre et la taxe de transmission dus en raison des obligations S.N.C.F. 4% 1941 émises en conversion de certains titres des anciens Réseaux par application de la Loi du 2 Décembre 1941.

Ces impôt et taxe sont dus sous trois conditions :

- 1°) qu'il s'agisse d'un titre négociable
- 2°) que le titre ait été juridiquement émis
- 3°) qu'il ait été créé matériellement.

Aucune difficulté spéciale n'est soulevée par la première condition. Il n'en est pas de même des deux autres.

a) Emission juridique : Cette émission suppose un concours de volontés du souscripteur et de l'emprunteur.

Dans l'hypothèse qui nous occupe, il est permis de se demander si l'émission juridique n'est réalisée qu'au moment où le porteur de titres convertibles les dépose en demandant la conversion en titres 4% 1941, ou si au contraire, l'émission juridique se trouve réalisée dès l'instant où les anciens titres se sont trouvés obligatoirement convertis.

On peut considérer, en effet, que le porteur de titres convertis qui n'en a pas demandé le remboursement dans le délai prévu par la loi du 2 Décembre, et expirant le 20 Décembre 1941, a manifesté par son abstention sa volonté de souscrire au nouvel emprunt.

Dans cette théorie, l'émission juridique des obligations S.N.C.F. à émettre pour les besoins de la conversion est réalisée en totalité dès le 1er Janvier 1942, date légale d'effet de la conversion.

b) Création matérielle : En ce qui concerne cette condition, il semble que contrairement aux deux premières, elle ne se trouvera réalisée que lorsque les obligations

.....

S.N.C.F. 4% I94I seront effectivement créées conformément aux textes en vigueur.

En définitive, les impôts sus-visés ne seraient dus, en ce qui concerne la taxe de transmission, que pour le montant des titres au porteur effectivement en circulation à la fin du trimestre et pour le nombre de jours courus depuis la date de création du 1er titre, et, en ce qui concerne le droit de timbre, pour le nombre exact de jours pendant lesquels chaque titre créé aurait été en circulation au cours du trimestre.

Décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 janvier 1939 en ce qui concerne les caisses de retraites de l'Opéra-Comique et de l'Opéra (rectificatifs) (p. 5264).

Arrêtés portant nominations et chargeant d'enseignement (enseignement supérieur) (p. 5264).

Secrétariat d'Etat à la famille et à la santé.

Arrêtés du 3 décembre 1941 portant ouverture de concours pour le recrutement de médecins inspecteurs adjoints de la santé et d'inspecteurs adjoints des services de l'assistance (p. 5261).

Arrêtés portant mutations (inspection de la santé, hôpitaux psychiatriques et inspection des services de l'assistance) (p. 5261).

Secrétariat d'Etat au ravitaillement.

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux indemnités compensatrices dues à la meunerie (p. 5264).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux indemnités compensatrices pour complément du prix des blés et des seigles (p. 5264).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif à la redevance départementale sur les farines (p. 5265).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux primes de magasinage sur les céréales secondaires (p. 5265).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif à la taxe différentielle sur les farines (p. 5266).

Arrêté désignant un régisseur d'avances (p. 5266).

Arrêté nommant un inspecteur général du ravitaillement (p. 5266).

Secrétariat d'Etat à la production industrielle.

Arrêté portant ouverture de crédit (fonds de concours) (p. 5266).

Arrêté portant création d'une taxe destinée à couvrir les dépenses du comité d'organisation des industries des peintures, vernis, pigments broyés et encres d'imprimerie et des commerces qui s'y rattachent (additif) (p. 5266).

Arrêté nommant les délégués mineurs de la circonscription de Balmarelle (p. 5266).

Secrétariat d'Etat aux communications.

Arrêtés portant attribution et retrait de fonctions (services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones) (p. 5267).

Secrétariat d'Etat aux colonies.

Arrêté du 3 décembre 1941 majorant l'indemnité pour charges militaires des fonctionnaires de l'inspection des colonies (p. 5267).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Relevé de tirage de la vingt et unième tranche de la Loterie nationale 1941 (p. 5268).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décision n° 1, du 15 novembre 1941, du comité d'organisation professionnelle de l'industrie de la distillerie utilisant des matières d'origine agricole (p. 5267).

SECRETARIAT D'ETAT A LA FAMILLE ET A LA SANTE

Avis de concours pour le recrutement de médecins inspecteurs adjoints de la santé et d'inspecteurs adjoints des services de l'assistance (p. 5267).

SECRETARIAT D'ETAT AUX COLONIES

Avis de concours pour l'emploi de commis de la trésorerie de l'Afrique occidentale française (p. 5263).

LOIS

N° 5067. — LOI du 30 novembre 1941 modifiant la convention du 31 août 1937 relative au régime financier des chemins de fer.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret-loi du 31 août 1937 relatif au nouveau régime des chemins de fer et la convention du même jour y annexée;

Vu les lettres d'adhésion des compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du 31 octobre 1941;

Le conseil des ministres entendu,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — Les articles 21 (B, b et c) et 26 de la convention du 31 août 1937, annexée au décret-loi de même date, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit:

« Art. 21-B. — »

« b) Le montant des charges effectives (intérêts, amortissement, frais accessoires, etc.) dûment justifiées du capital social et des emprunts de toute nature contractés par la Société nationale en vertu de l'article 26 (§§ 1^{er} et 3) ou pour son compte dans les conditions prévues à l'article 29, ainsi que des emprunts émis par elle pour le remboursement, la consolidation ou la conversion des emprunts susvisés, le tout sous déduction des remboursements et annuités dus par l'Etat, les départements, les communes et les particuliers;

« c) Le montant des charges effectives (intérêts, amortissement, frais accessoires, etc.) dûment justifiées des emprunts de toute nature pris en charge par la Société nationale en vertu des articles 30 et 31, ainsi que des emprunts émis par elle pour le remboursement, la consolidation ou la conversion des emprunts susvisés, le tout sous déduction des remboursements et annuités dus par l'Etat, les départements, les communes et les particuliers ».

Art. 26. — La Société nationale ne pourra emprunter qu'en vue de:

« 1^o Couvrir ses dépenses d'établissement dans les conditions définies aux articles 28 et 43;

« 2^o Procéder au remboursement, à la consolidation ou à la conversion des em-

prunts émis par elle, ainsi que des emprunts visés aux articles 29, 30 et 31;

« 3^o Faire face à ses besoins de trésorerie ».

Art. 2. — Les titres d'emprunts de la Société nationale des chemins de fer français sont exonérés de tous impôts et taxes sur les valeurs mobilières lorsqu'ils sont détenus par les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi.

Les titres émis par les compagnies susvisées dans l'intérêt de l'exploitation du chemin de fer, titres dont la Société nationale est seule débitrice à l'égard des porteurs par application de la convention du 31 août 1937, bénéficient de la même exonération lorsqu'ils sont détenus par la compagnie émettrice.

Les exonérations susvisées, qui ont effet du 1^{er} janvier 1938, prendront fin, pour les compagnies du Nord et de l'Est, au 31 décembre 1955, date prévue par l'article 4 du décret-loi du 31 août 1937, et pour les autres compagnies, à l'expiration de leurs concessions actuelles.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 novembre 1941.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux communications, JEAN BERTHELOT.

N° 5068. — LOI du 2 décembre 1941 autorisant la Société nationale des chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunts.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à procéder, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-dessous, à la conversion des emprunts désignés ci-après:

Obligations 5 p. 100 1933 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Obligations 5 1/2 p. 100 1935 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat et du syndicat des chemins de fer de Grande-Ceinture de Paris;

Obligations 6 p. 100 1936 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

*A B - Super impression
Sous presse
15.1.42*